



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 26 MARS 2024

mettant en demeure la société ROQUETTES FRERES
de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 02 février 2011,
l'autorisant à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement,
situées route du Rhin à Beinheim (67930)

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-8 et L. 511-1 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 02 février 2011 portant modification de prescriptions d'exploitation au titre 1er du livre V code de l'environnement pour la société Roquette Frères S.A. à Beinheim avec autorisation des installations : implantation d'une unité de récupération de gaz carbonique, mise en place d'une chaudière biomasse et déplacement d'un dépôt de peroxydes organiques ;
- VU** le rapport du 29 février 2024 de la visite du 20 février 2024 de l'inspection des installations classées sur le site de la société ROQUETTES FRERES à Beinheim (67930) ;

CONSIDÉRANT que des non-conformités sur la surveillance de la température et du taux d'humidité sur les trois silos de stockage (rep. 40), contenant du « MILUREX » ont été relevées et qu'il est ainsi contrevenu à l'article 18.1.1. (Silos et capacités de stockage) de l'arrêté préfectoral du 02 février 2011 qui veut que : « *L'exploitant doit s'assurer que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, etc...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-inflammation (...).* » ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement :
« *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* » ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} - prescriptions à respecter

La société ROQUETTES FRERES, pour ses installations situées route du Rhin à Beinheim (67930), est mise en demeure de respecter, sous un délai de 15 jours, à compter de la notification du présent arrêté :

- **Article 18.1.1. (Silos et capacités de stockage) de l'arrêté préfectoral du 02 février 2011 :**
« (...) L'exploitant doit s'assurer que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, etc...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-inflammation. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos (sondes thermométriques). Les relevés périodiques de température sont enregistrés. Un dispositif déclenche l'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. Les produits ayant subi une déshydratation doivent être contrôlés en humidité avec déchargement dans la fosse de réception de façon à ce qu'ils ne soient pas ensilés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité pour éviter l'auto-échauffement. (...) » ;

Article 2 - mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R.171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 - sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 - exécution

- Le sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg,
- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ROQUETTES FRERES, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Beinheim.

La préfète,
Pour la Préfète et par délégation
~~le Secrétaire Général~~

Mathieu DUHAMEL